

Lever les blocages pour les organisations non gouvernementales sur le terrain : la question de
la distance en communication

Lifting blockages for non-governmental organizations on the ground: the question of distance
in communication

G. Gustémable, Doctorant

IMSIC, Aix Marseille Université

gregory.gusstemable@etu.univ-amu.fr

C. Pascual Espuny, Professeur des Universités

IMSIC, Aix Marseille Université

celine.PASCUAL@univ-amu.fr

Mots clés : Distance communicationnelle, espace public, participation, engagement

Keywords: Communication distances, public space, participation, engagement

Résumé

La question des Organisations Non Gouvernementales (ONG) et du rapport multiscale dans lequel elles s'engagent, au quotidien, dans les territoires sur lesquels elles interviennent, entre routines et problématiques locales, exigences et redditions de comptes internationales, posent de plein fouet la question de la gestion de l'espace, pris à la fois dans un sens territorial et géopolitique, mais aussi dans toute son épaisseur sociale. Plus précisément, en termes de communication, l'analyse des possibilités d'actions des ONG sur leur périmètre et sur leur territoire d'engagement pose la question de la distance communicationnelle. Pour les ONG, comment réduire des distances communicationnelles ? Comment réduire les fractures entre perceptions et sémantiques internationales et réalité de terrain ? Comment aussi engager par la communication des programmes d'action ? Nous questionnons les notions de participation et d'engagement dans un espace public régi par l'importance du raisonnement et du débat, dans des schémas de communication traditionnels où l'oral et le poids des acteurs cadrent les interventions des ONG, au Togo et en Haïti.

Summary

The question of non-governmental organizations (NGO) and the multi-national relationship in which they engage, on a daily basis, in the territories in which they operate, between local routines and problems and international demands and accountability, raises the question of space management, taken both in a territorial and geopolitical sense, but also in all its social

thickness. Specifically, in terms of communication, the analysis of the possibilities of action of NGOs on their perimeter and on their territory of engagement raises the question of communication distance. For NGOs, how can communication distances be reduced? How can we reduce the divides between international perceptions and semantics and reality on the ground? How can action programs also be engaged through communication? We question concepts of participation and engagement in a public space governed by the importance of reasoning and debate, in traditional communication patterns where the oral and the weight of the actors frame the interventions of NGOs, in Togo and Haiti.

Lever les blocages pour les organisations non gouvernementales sur le terrain : la question de la distance en communication

G. Gustémable & C. Pascual Espuny

Introduction

La question des ONG et du rapport multiscalair dans lequel elles s'engagent au quotidien, dans les territoires sur lesquels elles interviennent, entre routines et problématiques locales, exigences et redditions de comptes internationales, pose de plein fouet la question de la gestion de l'espace. Cette question est prise à la fois dans un sens territorial et géopolitique, mais aussi dans toute son épaisseur sociale. Plus précisément, en termes de communication, l'analyse des possibilités d'action des ONG sur leur périmètre et sur leur territoire d'engagement pose la question de la distance communicationnelle. La communication est en effet considérée comme un élément incontournable pour les ONG.

Selon Freyss (2004), la spécificité des ONG est marquée par l'altérité et la relation interculturelle. Le rapport sociopolitique des ONG se situe dans la volonté et la capacité de porter dans l'espace public le débat sur la relation que notre société entretient avec celle des autres, avec celle dans laquelle elles ont noué leurs propres relations. Présentes dans divers territoires, les ONG cherchent à convaincre les institutions et imposer leurs propres intérêts (Garlot & Dacheux, 2018). Dans une étude réalisée par Théus (2011) sur les ONG dans les pays en développement, les résultats montrent que dans les régions où les organisations non gouvernementales interviennent, la pauvreté accroît davantage et de manière significative. Ce constat paraît paradoxal et il semble découler du fait que ces ONG ont canalisé et utilisé les fonds au profit de grands projets insuffisamment adaptés aux demandes des sociétés locales (Jaglin, 2001). De ce fait, les responsables des ONG ne peuvent pas apporter de réponses nécessaires aux problématiques des populations s'ils ne cernent pas mieux leurs vrais besoins et problèmes. Pour Sergio (2006), quelles que soient les intentions explicites ou implicites des ONG, il faut bien constater que les ONG ont, sur certains points, échoué dans leurs missions.

Au-delà des chiffres tentant de justifier l'impact des programmes des ONG et leurs bailleurs de fonds internationaux, l'échec de certains projets de développement portés par les ONG sur le terrain est un fait incontesté (De Montclos, 2013). À ce point de vue, Jaglin (2001) a parlé de la « *médiocre réussite des ONG dans les collectivités locales* ». Bien que soit considéré comme un pays à faible revenu économique, certains pays en Afrique de l'Ouest, spécifiquement le Burkina Faso par rapport à sa situation géographique, demeure un espace de multiplication des ONG. Selon Enée (2010), ce pays constitue une sorte d'espace de « *laboratoire du caritatif* » en Afrique de l'Ouest. Ce résultat alarmant, dans certains cas, découle du fait que les indicateurs de développement dans les collectivités territoriales sont extrêmement insignifiants dans pas mal des régions en Afrique centrale et en Afrique de l'ouest (Dupuis, 2002). Ce constat n'est pas non plus différent pour certains pays de l'Amérique Latine, notamment en Haïti. À ce point, Gille et Brigitte (1995), qualifient Haïti comme un « *cimetière de projet de développement* ». Ils ont montré que la présence d'ONG, dans un certain nombre de cas, dans les pays en développement, conduit paradoxalement à augmenter les risques de pauvreté ou encore, accroître leur sous-développement. Cependant, à coté de ce constat, d'Orfeuill (1984), montre que les ONG sont, tant bien que mal, reconnues pour leurs pratiques développementales qui consistent en la participation des populations à la réalisation de microprojets visant à répondre aux besoins primaires de ces dernières. Pour lui, les ONG ont, dans la plupart des cas, de très bonnes intentions. Cependant, malgré leurs bonnes intentions, elles font face à certains blocages sur le terrain, les empêchant de fournir les résultats escomptés.

Ainsi, notre travail de recherche a pour objectif d'analyser le blocage communicationnel que rencontrent les ONG dans la construction et la réalisation de leurs projets sur le terrain. Spécifiquement, ce travail vise à étudier la distance communicationnelle qui existe entre les ONG et les populations des localités bénéficiaires des projets portés par ces ONG sur le terrain. Comment matérialiser un développement local durable dans un pays en développement ? Comment réduire les fractures entre perceptions et sémantiques internationales et réalité sur le terrain ? Comment aussi engager par la communication des programmes d'action ? Notre terrain et notre recherche nous permettent de questionner les notions de participation et d'engagement sur un espace public régi. Pour ce qui a trait à notre recherche, le Togo et Haïti constituent nos terrains d'étude par rapport à l'importance du raisonnement et du débat. La question de la transmission et du pouvoir du locuteur se posent aussi dans les schémas de communication traditionnelle dans des pays où l'oral et le poids des

acteurs traditionnels cadrent les interventions des ONG. Où il est également question de stratégies d'acteurs et de dynamiques situées. Une réflexion sera aussi portée sur le caractère de durabilité de ces projets. En clair, nous allons voir si la stratégie communicationnelle utilisée par ces ONG sur le terrain facilite la participation de la population dans la construction et la réalisation des projets.

Nous proposons dans une première partie de contextualiser notre propos au regard de notre question de recherche : après avoir brièvement expliqué les ressorts historiques et sociaux de notre terrain, nous expliciterons les problématiques communicationnelles que nous avons pu isoler.

Dans une deuxième partie, nous nous interrogerons sur les notions de distance dans toutes ses dimensions communicationnelles, mais aussi de réduction de celle-ci dans un but relevant de la recherche-action. En parallèle, nous interrogerons la qualité des locuteurs dans un schéma communicationnel à préciser, où la fracture internationale/locale joue à plein, et où la place du numérique bouscule les cadres normatifs habituels.

Dans une troisième partie, nous préciserons le cadre méthodologique et l'expérimentation que nous avons conduit sur le terrain, auprès d'une association engagée au Togo, et nous discuterons des résultats obtenus au regard de notre réflexion théorique.

Les ONG et leurs stratégies de communication sur le terrain

Coincées entre une dynamique internationale et une réalité locale difficile, les ONG se mobilisent, s'engagent et agissent dans les pays dits d'extrême pauvreté pour un résultat souvent mitigé. Si ce constat a fait l'objet de multiples études et rapports, si de nombreuses raisons socio-économiques peuvent être mises en avant, nous souhaitons dans cette recherche présenter une étude originale, qui complète par son approche info-communicationnelle les résultats obtenus par ailleurs.

Nous postulons que la manière dont les ONG communiquent avec les acteurs de terrain (les organisations de la société civile, les associations de base et les regroupements de quartier) joue un rôle moteur dans le déroulement de ses programmes. Nous postulons même qu'une analyse info-communicationnelle pourrait être d'une grande utilité dans l'amélioration des actions des ONG sur le terrain. C'est l'objet de notre thèse, et, jusqu'à aujourd'hui, nos recherches montrent que notre intuition est parfaitement assise.

Pour résumer, la communication des ONG paraît, dans un certain nombre de cas, paradoxale. Pour montrer que les ONG communiquent mal avec les acteurs de terrain, Robert

(2005), dans une tournure presque facétieuse, affirme que « *la communication des ONG auprès des acteurs de terrain marche bien parce que ça ne marche pas et ça ne marche pas parce que ça marche* ». En clair, Robert (2005), dans son analyse, montre que la forme de communication utilisée par les ONG est une communication qui est basée sur les évidences et sur les stéréotypes. Les ONG pratiquent cette forme de communication parce qu'en réalité, elles ne voudraient pas ou ne pourraient pas utiliser d'autre registre communicationnel, bloquées dans un discours axé sur l'urgence humanitaire, où elles font appel aux techniques de persuasion en lieu et place d'une mise en dialogue. Le discours est large et plastique, sur un double registre émotionnel et rationnel qui peut être contradictoire et qui en tout cas reste « hors-sol », non ancré dans la réalité des habitants. Trop large, décontextualisée, universelle, cette forme de communication appliquée par certaines ONG semble ne pas pouvoir concilier les différents protagonistes, instaurant de fait, une distance culturelle et sémantique, bloquant toute possibilité d'idée de l'appropriation de l'information par les différents acteurs (Liquète, 2015)¹.

Chabrol (2008) montre que les discours des ONG évitent toute nuance, tout ancrage local, préférant un discours d'urgence et de pression à travers l'engagement de l'opinion publique et les revendications dans les médias nationaux et internationaux plutôt qu'un discours permettant l'usage des probabilités et de l'argumentation raisonnée. Les ONG s'appuient, dans un certain nombre de cas, sur des stéréotypes préalablement établis pour faire valoir leurs missions. Par exemple, des stéréotypes liés à la maltraitance des enfants, la pauvreté, les catastrophes naturelles, la question du genre, etc. Ce sont des évidences qu'elles savent bien qu'aucune personne ne va contredire, mais que tout le monde va admettre à première vue sans rechercher les causes pour pouvoir résoudre les problèmes sur le plan structurel. Les ONG s'inscrivent dans une logique d'urgence (il faut faire telle chose pour sauver la vie de telle personne ou de tel groupe de personnes). C'est donc une communication basée sur l'émotion, ce qui susciterait des réactions immédiates et à courtes durées. Selon D'Orfeuill (2006), cette communication est contre-productive à la construction d'un monde solidaire. Ceci nous amène à questionner l'espace à travers lequel les ONG interviennent et exécutent leurs projets, un espace que nous entendons à de multiples échelles : notre recherche nous permet de montrer que l'espace en tant que territoire géographique, localisé, joue sur un espace que nous qualifierons de public au sens d'Habermas, de circulation et de médiation, et qui se

¹ Dans notre contexte, nous faisons référence aux ONG, aux associations de la société civile, aux groupements villageois, aux acteurs de terrains, y compris l'ensemble des bénéficiaires des projets portés par les ONG sur le terrain.

traduit également comme un espace discursif. Dans ces différentes dimensions, les notions de proximité vs distance (géographique, émotionnelle, culturelle) structurent les rapports et l'impact de la communication humanitaire ou environnementale portée par les ONG.

Les ONG et la gestion de l'espace

Par rapport aux multiples difficultés que les ONG peuvent rencontrer sur le terrain, une meilleure gestion de l'espace, à travers lequel elles interviennent, peut-être considérée comme une alternative. Cette gestion d'espace peut faciliter un meilleur atterrissage des projets des ONG sur le terrain. Selon Dacheux (2003a), la gestion de l'espace public peut jouer un rôle central dans cet atterrissage puisqu'elle permet de lutter contre l'autonomisation et l'autorégulation des systèmes sociaux tout en empêchant qu'une sphère n'en colonise une autre. L'espace public facilite la communication en forgeant un cadre symbolique commun qui n'est pas un cadre communautaire enfermant les acteurs dans des rôles sociaux uniques et des conduites publiques immuables (Dacheux, 2003b). L'espace public est un lieu qui permet de concilier les ONG et les défis auxquels les acteurs de terrain se confrontent. En somme, la théorie de l'espace public permet de concilier et de prendre en compte trois concepts fondamentaux qui aideront les ONG de pouvoir mieux atterrir avec leurs projets sur le terrain : la communication, la participation et la médiation. Cette dernière requiert l'idée d'intermédiaire, de lien entre un individu et un contexte collectif comme un groupe d'utilisateurs, une communauté professionnelle, etc. (Liquète, 2015).

Pour Ballarini (2013), l'espace public peut être vu comme un lieu qui facilite la circulation des idées et la construction d'une opinion publique. L'espace public renvoie aux échanges argumentatifs portés par les médias, les techniques de communication et les acteurs de terrain (Miège, 1995). À ce niveau, se révèle la question de l'accessibilité des médias et des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les localités où interviennent les ONG. Pascual Espuny (2017), a pu constater que la transmission des messages de la sphère savante à une sphère publique peut aisément et profondément bloquer ou dévier les messages, sans qu'il y ait pour autant de volonté de nuire. Les processus qu'elle a pu à ce jour isoler d'émergence des messages, de cristallisation et de résonance montrent la fragilité des circuits médiés.

Dans notre recherche, la communication des ONG part avec de multiples faiblesses : méconnaissance culturelle des circuits persuasifs, crédibilité peu assurée du locuteur, niveau sémantique des messages non ajustés. Entre émission et réception, le différentiel est lourd,

entre malentendu, déformation voire contre-productivité, il existe une distance communicationnelle entre les ONG et les acteurs de terrain. Malgré une agilité communicationnelle avérée des ONG dans le monde occidental (Pascual Espuny, 2017) où les ONG saisissent parfaitement l'opportunité des nouveaux moyens de communication, notamment les nouvelles technologies de l'information et de la communication, les ONG butent sur une problématique de distance (sous toutes ses formes: cognitive, géographique, émotionnelle) sur leur terrain d'action dans les pays d'extrême pauvreté. C'est un schéma en rupture de leur maîtrise communicationnelle dans les pays développés. Où ce sont les acteurs classiques (les acteurs de terrain) qui peuvent être parfois temporairement disqualifiés.

La question de la circulation de l'information est alors centrale : pour Liqueste (2013, 2015) la circulation est d'une importance capitale au fusionnement des ONG et des acteurs de terrain. En effet, la circulation voire le partage de l'information devient le ciment de formes de cohésion du groupe et de construction collective négociée de la connaissance (Liquète, de Lourdes Oliveira & Salgueiro, 2016). Cette cohésion et construction collective collent bien avec les normes du développement durable dont bon nombre d'ONG s'insèrent dans leurs objectifs principaux.

Les ONG dans leurs stratégies de développement durable

En particulier, les actions relevant du développement durable (lutte contre le changement climatique, érosion du littoral, agriculture raisonnée) sont une nouvelle recherche d'intelligibilité face à des problèmes internationaux portée par les ONG. Défini comme un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs, le développement durable est une notion onusienne, internationale, axé autour de la réalisation des besoins. En clair, la notion de besoin joue un rôle prépondérant dans l'aboutissement des démarches liées au développement durable. Cependant, la démarche visant à rapporter une réponse à ces besoins ne fait que complexifier le travail des ONG. La détermination des besoins des localités dans lesquelles les ONG interviennent paraît très difficile, et leur intervention se heurte à d'autres urgences plus immédiates.

En somme, voulant aider certains pays en développement à sortir de leurs situations de la pauvreté, 189 Etats membres des nations unies se sont engagés en 2002 pour l'horizon 2015 (Hugon, 2016) autour des objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Cette démarche semble hériter du principe fondamental des institutions de solidarité qui se sont engagées depuis le moyen-âge à aider les pauvres et les malades (Rubichon, 2007). Cette

démarche grandit jusqu'à conduire, en 1863, à la création du comité international et des sociétés nationales de secours aux militaires blessés, appelé « Croix-Rouge et Croissant-Rouge ». A la suite des deux guerres mondiales, le nombre des associations de solidarités internationales ne fait que grandir et de manière exponentielle. Rubichon (2007), fait une analyse très poussée sur la mission des ONG dans les pays en développement. Pour elle, les ONG ont leurs propres intérêts à travers leurs missions dans les pays en développement. Elle a écrit :

« Loin de l'urgence, mais devoir de civilisation oblige, la colonisation donne naissance à des missions sanitaires et éducatives au profit des colonisés. La décolonisation sera ensuite suivie de la création d'associations d'aide au développement » (Rubichon, 2007 : 8).

Il est aujourd'hui très difficile d'énumérer les différentes ONG qui s'engagent dans les pays en développement. Malgré les possibles critiques, pour reprendre Cussó (2019), les ONG soutiennent la « durabilité » et la « citoyenneté globale » dans les pays en développement. Elles ont eu un rôle de pouvoir d'initiative et d'influence en ce qui a trait à l'orientation des OMD et aussi bien à l'adaptation des objectifs du développement durable (ODD). En conséquence, il est nécessaire que les ONG puissent instrumentaliser le développement durable sous la forme d'une variable de communication permettant d'exploiter au mieux un certain nombre de dimensions valorisées par le marché au niveau local (Leroy & Lauriol, 2011).

Face aux blocages, la réduction de cette distance communicationnelle paraît fondamentale pour les ONG sur le terrain dans le cadre de la réalisation de leurs projets. Mais comment réduire ces distances communicationnelles ? Comment matérialiser un développement local durable dans un pays en développement ? Comment réduire les fractures entre perceptions et sémantiques internationales et réalité sur le terrain ? Comment aussi engager par la communication des programmes d'action ?

Méthode

Dans le cadre de notre recherche, une expérimentation a été menée à travers une ONG au Togo. Il s'agit d'une ONG qui est présente sur plusieurs communes du Sud du Togo à partir de plusieurs projets soit en tant que bailleur ou en tant qu'exécutant de projet. En effet, nous avons mené une recherche mixte (à la fois qualitative et quantitative) afin de collecter les données. Dans un premier temps, les données quantitatives ont été collectées auprès de Trois

cent cinquante sept personnes (167 filles et 189 garçons, 10 n'ont pas été précisé leur sexe) habitant à Lomé et dans 11 Cantons de la préfecture de l'AVE ($M\grave{a}ge=20,54$, $SD=8,07$). Dans un second temps, des données qualitatives ont été recueillies à travers 3 focus groupes. Ces focus groupes ont été réalisés avec des bénéficiaires et des non bénéficiaires des projets de l'ONG. 10 entretiens individuels ont été aussi réalisés avec les personnels de l'ONG.

La collecte des données a été déroulée pendant 8 jours successifs. Les questionnaires ont été administrés dans deux centres médicaux sociaux de l'ONG et dans plusieurs lycées et collèges auxquels l'ONG implante des projets. Les questionnaires ont été auto-administrés. Toutefois, nous étions présents pour rapporter des éclaircissements. Les questionnaires ont été rédigés en Français. Cependant, puisque le français est une langue enseignée à l'école², afin de pallier toute éventuelle barrière linguistique, des étudiant.e.s en communication, originaires des localités de l'enquête ont participé aussi à l'expérimentation afin de faire certaines traductions au cas de besoin. La passation de chaque questionnaire a duré 5 à 10 minutes. Aucune forme de récompense n'a été allouée aux participants. Les focus groupes ont été, respectivement, constitués de 7, 8 et 9 personnes. Ils ont duré en moyenne 45 minutes. Au côté de l'animateur principal qui conduisait les focus groupes, une personne intervenait aussi pour traduire certains mots au cas de besoin. Les entretiens ont été réalisés au moment où les personnels de l'ONG travaillent. Chaque entretien durait environ 10 minutes.

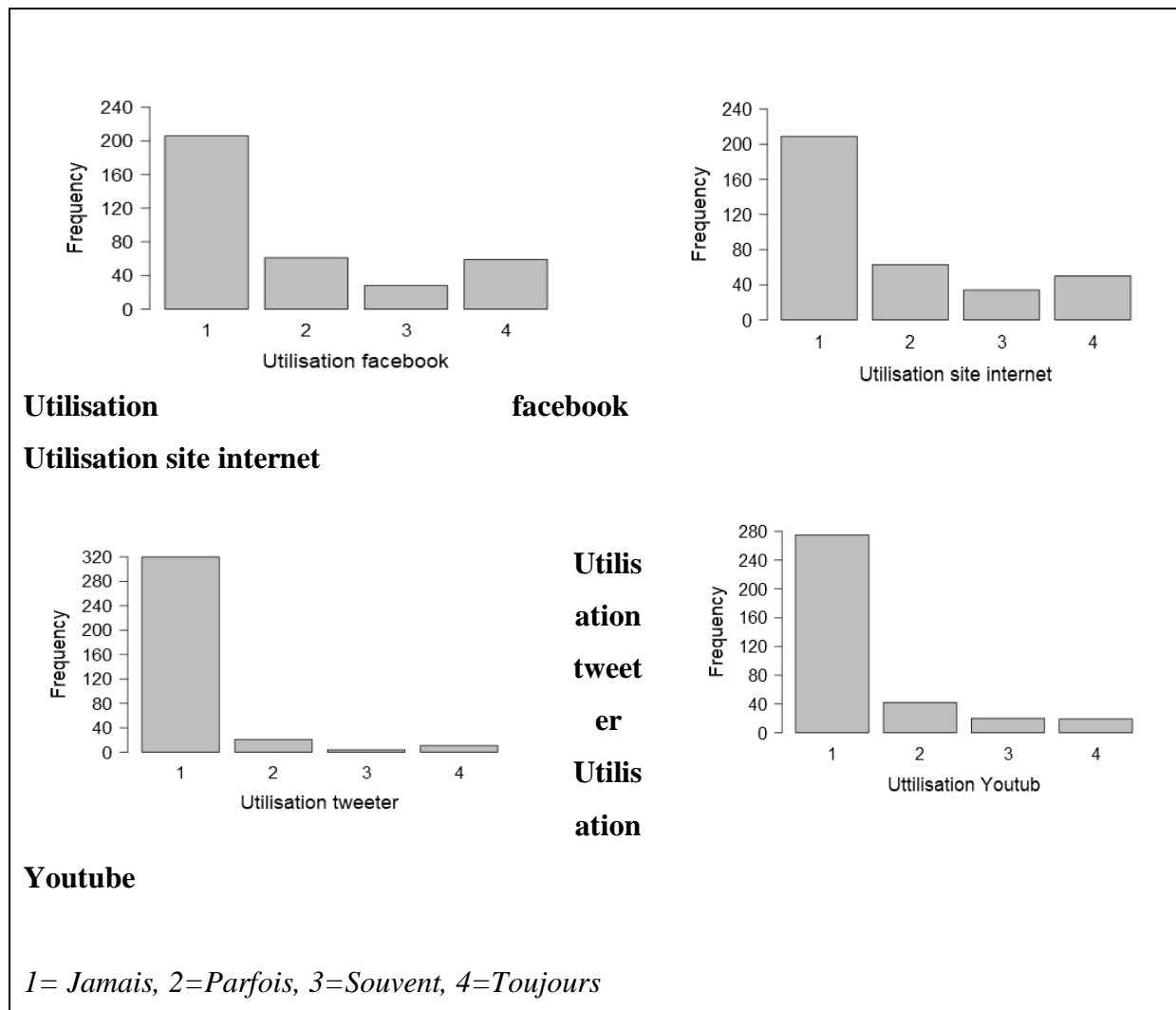
Le niveau de consommation des TIC des participants, le niveau de participation et d'engagement des participants dans les projets, le rythme d'interactions entre les participants et les organisations de la société civile ont été mesurés, au travers notre collecte des données. Nous avons aussi mesuré le poids de l'oral sur le terrain. En clair, nous avons mesuré les éventuelles interactions verbales entre les personnelles de l'ONG et la population auprès de laquelle l'ONG intervient. Le niveau de compréhension de la population sur les projets exécutés par l'ONG sur le terrain a été aussi mesuré. Enfin, les facteurs sociodémographiques des participants ont été aussi pris en compte afin d'approfondir nos analyses.

Résultats

² La langue parlée par tout le monde de la région est le Minan et non le Français. Cependant, le Minan est une langue qui n'est pas écrite.

Les résultats de nos entretiens nous révèlent que les TIC représentent l'un des deux principaux moyens de communication de l'ONG. Ainsi, pour ceux qui utilisent les TIC, les résultats des tests ANOVA nous révèlent que la communication à travers les TIC permet à la population de comprendre les projets de l'ONG.

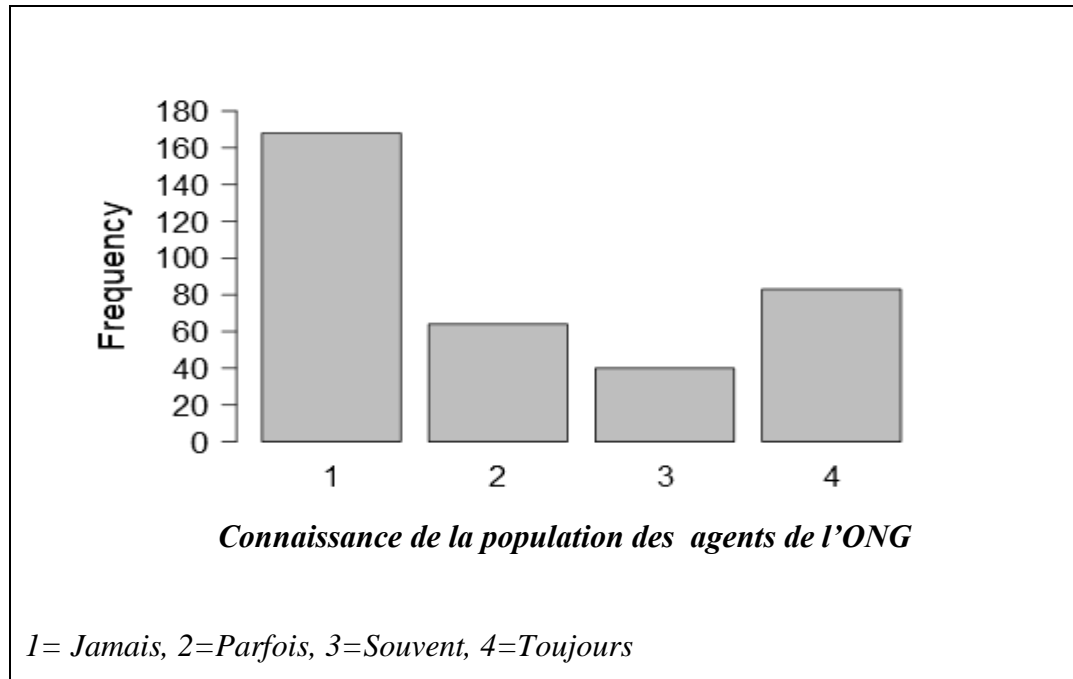
Tableau I : fréquence de consommation des TIC de la population d'étude



Nous avons donc trouvé un effet significatif de la communication à travers les réseaux sociaux sur le niveau de compréhension de notre population ($F(3, 352) = 20.45, p = .001$). Nous avons aussi trouvé un effet significatif des TIC sur le mode d'interaction de la population avec l'ONG ($F(3, 350) = 18.89, p = .001$).

Au-delà des TIC, l'ONG utilise des agents de terrains aussi pour communiquer avec la population. Cependant, les résultats montrent que plus de 48% de la population ne connaît pas l'existence des agents de terrain de l'ONG³.

Graphique I : *Connaissance de la population des agents de l'ONG*



4

³ En d'autres termes, les résultats montrent que 48% de la population ne savent pas du tout que l'ONG emploie des agents sur le terrain pour informer la population des projets de l'ONG dans leur localité (voir : *graphique 1*). Toutefois, un effet significatif de la communication à travers les agents de terrain de l'ONG a été révélé sur la compréhension de la population sur les projets ($F(3, 352) = 58.36, p = .001$). Un effet significatif de la communication à travers les agents de terrain a été aussi révélé sur l'interaction de la population avec l'ONG CRIPS-TOGO ($F(3, 350) = 75.68, p = .001$).

⁴ Au-delà des stratégies de communication, nous avons vérifié d'autres facteurs susceptibles d'influer la compréhension et l'engagement des populations dans les projets de l'ONG à travers leurs niveaux d'interactions. Ainsi, les résultats révèlent que le sexe des participants n'a pas d'effets significatifs sur leurs niveaux de compréhension des projets de l'ONG ($t(354) = .78, p = .43$). Il n'y a aucun effet significatif non plus du sexe sur le mode d'interaction avec l'ONG ($t(352) = 1.71, p = .08$). Nous avons, par ailleurs, trouvé un effet significatif du niveau d'éducation des participants sur le niveau de compréhension des projets de l'ONG ($F(3, 352) = 4.16, p = .006$). Les résultats montrent aussi que plus le niveau d'éducation des participants est plus élevé, plus ils interagissent avec l'ONG ($F(3, 350) = 3.28, p = .02$). À partir d'une analyse de la variance, nous avons trouvé des résultats qui révèlent que le type d'occupation des participants a un effet significatif sur leur niveau de compréhension des participants sur les projets de l'ONG CRIPS-TOGO ($F(3, 352) = 9.56, p = .001$). Cet effet est beaucoup plus prononcé chez les commerçants ($M = 2.72$) par rapport aux ouvriers ($M = 2.61$), aux sans emplois ($M = 2.4$) et aux élèves ($M = 1.96$). L'occupation des participants a un effet aussi significatif sur leur niveau d'interaction ($F(3, 350) = 9.81, p = .001$). Toutefois, cet effet est plus prononcé chez ouvriers ($M = 2.46$), les sans emplois ($M = 2.46$) et les commerçants ($M = 1.9$) par rapport aux élèves ($M = 1.45$). Enfin, selon les résultats obtenus, le statut matrimonial des participants de l'étude a un effet significatif sur leur niveau de compréhension des projets de l'ONG ($F(2, 353) = 7.83, p = .001$). Cet effet est largement plus prononcé chez les participants mariés ($M = 2.57$) que ceux qui sont célibataires ($M = 2.11$) ou ceux qui vivent en union libre ($M = 1.87$). Le statut matrimonial des participants a aussi un effet significatif sur leurs niveaux interactions des participants avec l'ONG ($F(2, 351) = 3.39, p = .03$). Comme le résultat précédent, cet effet est plus prononcé chez les participants mariés ($M = 1.84$) que chez ceux qui vivent en union libre ($M = 1.7$) et ceux qui sont célibataires ($M = 1.4$).

Analyse et discussion des résultats

Cette première recherche porte sur la compréhension de la population bénéficiaire et non bénéficiaire des projets portés par l'ONG et l'interaction entre l'ONG et les bénéficiaires et les non bénéficiaires des projets au regard des stratégies de communication mises en place par les ONG.

Les ONG misent sur les TIC et affaiblissent au fil des ans leur présence via des agents de terrain. Cependant, nous avons vu qu'il y a une très faible consommation des TIC du côté de notre population d'étude. Mais, il est toutefois important de souligner que les quelques-unes des personnes de notre population d'étude qui utilisent les réseaux sociaux comprennent et participent mieux aux projets de l'ONG.

Au-delà des canaux technologiques de communication⁵, d'autres moyens de communication sont utilisés dans certains cantons au Togo. Lorsque les autorités des villages veulent faire passer un message, ils utilisent d'autres moyens de communication comme les gons⁶ par exemple (présent dans les trois focus groupes). Selon les participants, ces techniques de communication sont aussi efficaces. Ils se disent avoir fait beaucoup plus de confiance dans leurs anciennes méthodes. Il y a des barrières culturelles qui créent un certain nombre de distances communicationnelles. C'est ainsi le cas dans certains villages au Togo où les modes de communication développés instaurent certaines habitudes au niveau de la population mais qui sont méconnues par certaines ONG comme celle de notre étude. Les réseaux sociaux sont assez peu utilisés par les habitants des villages.

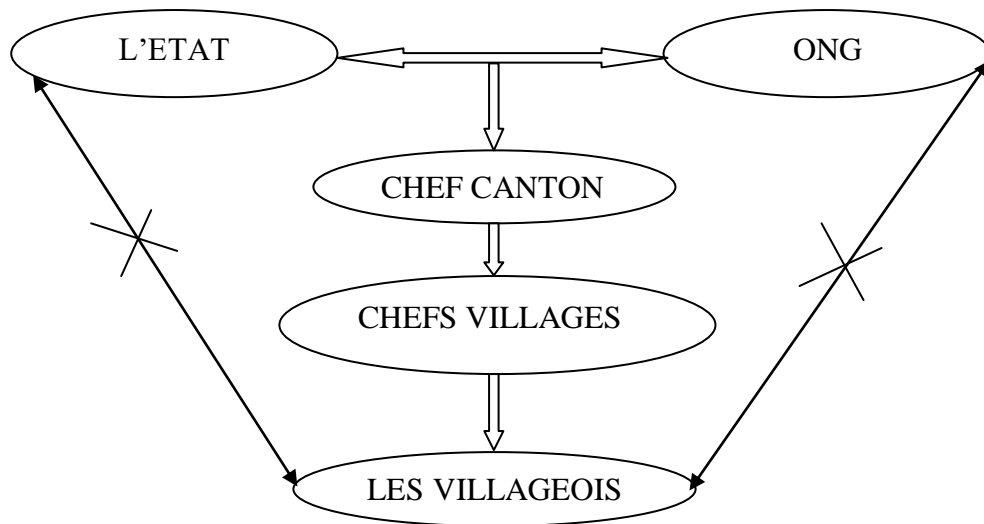
En somme, pour utiliser les réseaux sociaux, les habitants des villages doivent avoir un téléphone Android pour installer les applications appropriées, dont le prix minimum est souvent inaccessible à la plupart des habitants. Les participants parlent de leur situation de précarité qui crée une sorte de distance communicationnelle vis-à-vis de l'ONG. Aux barrières techniques existantes : (manque d'électricité) s'ajoutent les barrières économiques (forfaits internet inaccessibles) ainsi que des barrières culturelles et sociales (analphabétisme, pratiques de langues orales⁷). Donc, en envoyant des messages sur les réseaux sociaux, ils n'arrivent pas à se communiquer réellement entre eux.

⁵ Nous faisons référence surtout au TIC

⁶ Les gons sont des instruments de musique qui servent à regrouper les habitants des villages.

⁷ La langue parlée dans la région est le Minan cependant, le Minan n'est pas une langue écrite.

Si les canaux de transmission d'informations principales utilisés par certaines ONG sont fragiles, la communication en face à face rencontre d'autres problèmes, relevant d'une distance culturelle. Les agents de terrain, engagés par les ONG pour la transmission des informations, semblent ne pas pouvoir combler cette distance communicationnelle constatée. Les données nous montrent que, dans les villages, la communication se passe de face à face en lieu de place d'une tierce personne. La personne de référence pour chaque participant n'est pas l'agent de terrain ou un membre de l'ONG mais plutôt un ami ou un voisin. Il n'y a pas de communication entre les ONG et les villageois. Cette communication suit un parcours très spécifique, différent de celle qui nous est plus familière. Le schéma communicationnel peut être illustré ainsi :



Si les différences culturelles et l'extrême pauvreté constituent deux principales barrières pour certains ONG sur le terrain, notre recherche montre que la question de la distance communicationnelle peut être vue comme centrale dans la compréhension des blocages et de l'inefficacité des actions associatives, malgré les programmes financiers alloués.

La notion de distance, prise à de multiples échelles et relevant d'une compréhension différenciée impacte sur toutes les stratégies communicationnelles développées par les ONG, souvent sur un schéma top down pour mettre en place leurs actions.

A tous les niveaux, qu'ils soient géographiques, culturels, sociaux, ou technologiques, la distance établie déforme ou bloque les messages, verrouillant d'emblée les programmes d'aide internationaux.

Le problème est souvent traité par la finance, la politique ou la diplomatie. Il nous semble que l'envisager sous l'angle de la communication permettrait une première approche simple et opérationnelle. Ainsi, une simple redéfinition de l'action, en étroite collaboration avec les

acteurs de terrain et les personnes des localités visées par les projets afin de réduire les éventuelles distances. Nous proposons à certaines ONG de tenir compte des éventuelles naïvetés de terrain afin que leur plan de communication puisse être plus pertinent possible pour de meilleurs résultats. Toutefois, d'autres expérimentations peuvent avoir lieu afin de mieux cerner cette question de la distance en communication.

Références

- Baierle, S. (2006). L'ère des contrats : les ONG et l'insoutenable marchandisation de la solidarité. *Mouvements*, n° 47-48(5), 118-127. doi:10.3917/mouv.047.0118.
- Ballarini, L. (2013). «Espace public» et recherche critique: pourquoi se méfier d'un concept passe-partout.
- Beguens, T. (2011). ONG et pauvreté en Haïti. Éditions Mémoire, France
- Chabrol, C., & Radu, M. (2008). *Psychologie de la communication et de la persuasion: théories et applications*. De Boeck Supérieur.
- Cussó, R. (2019). Les statistiques internationales et le développement: de l'universalisme à la fragmentation' (Vol. 3). Working Papers D&S.
- Dacheux, E. (2003a). Pour une nouvelle appréhension théorique de l'espace public.
- Dacheux, É. (2003b). Un nouveau regard sur l'espace public et la crise démocratique. *Hermès, La Revue*, 36(2), 195-204. <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2003-2-page-195.htm>.
- De Montclos, M. A. P. (2013). Les ONG et La mesure du développement: entre performance et communication. *Revue Tiers Monde*, (1), 71-86
- D'Orfeuil, H. R. (1984). *Coopérer autrement: l'engagement des organisations non gouvernementales aujourd'hui*. L'Harmattan. d'Orfeuil, H. R. (1984). *Coopérer autrement: l'engagement des organisations non gouvernementales aujourd'hui*. L'Harmattan.
- Dupuis, L. A. (2002). Évaluation du programme de coopération Canado-Haïtien (1994-2002).
- Enée, G. (2010). Les ONG au Burkina Faso: une référence dans le champ du développement africain?
- Freyss, J. (2004). La solidarité internationale, une profession?. *Revue Tiers Monde*, (4), 735-772.
- Garlot F., & Dacheux, É. (2018). L'incommunication, pour penser la communication diplomatique des ONG de solidarité internationale. *Hermès, La Revue*, (2), 176-182.

- Gille, D. & Brigitte, S. (1995). *Etat de droit, liberté et pauvreté*. Paris
- Hugon, P. (2016). Du bilan mitigé des Objectifs du Millénaire pour le développement aux difficultés de mise en œuvre des Objectifs de développement durable. *Mondes en développement*, (2), 15-32.
- Jaglin, S. (2001). L'eau potable dans les villes en développement: les modèles marchands face à la pauvreté. *Revue Tiers Monde*, 275-303.
- Latouche, S. (2004). *Survivre au développement. Mille et une nuit*, Paris.
- Leroy, M. & Lauriol, J. (2011). 25 ans de Développement Durable : de la récupération de la critique environnementale à la consolidation d'une dynamique de normalisation. *Gestion 2000*, volume 28(2), 127-145. doi:10.3917/g2000.282.0127.
- Liquète, V. (2013). Préserver la durabilité des pratiques informationnelles des acteurs de l'architecture éco-constructive: des pratiques informationnelles à une mémoire collective de travail. *Revue de l'université de Moncton*, 44(1), 67-86.
- Liquète, V. (2015). L'accessibilité web comme porte et enjeu de médiation des savoirs. *Distances et médiations des savoirs. Distance and Mediation of Knowledge*, 3(12).
- Liquète, V., de Lourdes Oliveira, I., & Salgueiro, A. M. (2016). Appel à contributions n° 51 de la revue *Communication & Organisation* à paraître au premier semestre 2017: Les nouvelles cultures de l'information dans les organisations. *Communication et organisation*, (49).
- Miège, B. (1995). L'espace public: perpétué, élargi et fragmenté, pp. 163-175.
- Pascual Espuny, C. (2007). *Le développement durable: promesse d'un changement paradigmatique?: étude d'un processus discursif et négocié: un exemple: Reach*(*règlement européen sur les substances chimiques)* (Doctoral dissertation, Paris 4).
- Pascual Espuny, C. (2017). *Communication environnementale et communication des organisations. Logiques de publicisation, de circulation et de cristallisation. Mémoire d'habilitation à diriger des recherches en SIC*.
- Robert, P. (2005). De la communication à l'incommunication ? *Communication & Langages*, 146(1), 3-18. doi:10.3406/colan.2005.3372
- Rubichon, C. (2007). *Les ONG de droits de l'homme sur la scène internationale: entre objectifs et résultats*.
- World Commission on Environment and Development, & Brundtland, G. H. (1987). *Presentation of the Report of the World Commission on Environment and Development to the Commission of the European Communities, the EC and EFTA Countries... 5 May 1987, Brussels*. World Commission on Environment and Development.